

Contre la loi Sécurité Globale et les projets et mesures liberticides Nous restons mobilisé-e-s !



Nous appartenons à un vaste mouvement qui n'a cessé de s'élargir depuis le 17 novembre. Des coordinations locales se sont ainsi formées à travers tout le pays et plus de 150 villes ont connu au moins une manifestation contre la proposition de loi « Sécurité globale ». Une coordination nationale est aujourd'hui en place.

Malgré une mobilisation de très grande ampleur (500 000 manifestant-e-s en France, le 28 novembre), déployée dans un contexte d'état d'urgence sanitaire, le gouvernement et les parlementaires se sont contenté-e-s d'effets d'annonce s'agissant de la réécriture de l'article 24 de la proposition de loi « Sécurité globale » que le Sénat semble vouloir fusionner avec l'article 18 du projet de loi « confortant les principes républicains », précédemment nommée « contre le séparatisme ». Ce projet de loi est aussi liberticide. et représente un autre coin enfoncé contre les libertés, visant particulièrement nos concitoyennes et concitoyens de confession musulmane.

Ni la commission Delarue sur les rapports entre journalistes et forces de l'ordre ni le « Beauvau de la sécurité » ne sauront nous détourner de notre objectif ;

Par ailleurs, notre opposition aux dispositifs de surveillance généralisée instaurés par les drones et les caméras piétons, ou à la sélection des journalistes et des observateur-e-s des libertés publiques instaurée par le nouveau Schéma National de Maintien de l'Ordre n'a pas été entendue pour l'instant. Des décrets parus en décembre étendent les possibilités de fichage aux groupements et notamment aux opinions politiques ou syndicales, aux comportements et habitudes de vie... Après l'approbation de ces décrets par le Conseil d'Etat, les organisations vont saisir le Conseil Constitutionnel.

La coordination toulousaine contre la Loi de Sécurité Globale donne rendez-vous aux défenseur-se-s des libertés les 16 et 30 janvier 2021. Elle salue les initiatives citoyennes qui se mobilisent de manières diverses contre les lois liberticides.

D'ici là, nous appuierons les actions qui ont pour objectif le retrait total de la loi dite de « Sécurité Globale, tout particulièrement les articles 21, 22 et 24 qui sont les plus emblématiques de cette loi qui fait système, le retrait du Schéma national du maintien de l'ordre et de toute autre disposition élargissant la surveillance de masse ou faisant reculer le droit à l'information. La coordination toulousaine contre la Loi de Sécurité Globale continuera à informer sur les conséquences délétères de ces textes.

Tant que ces textes liberticides ne seront pas abandonnés, nous défendrons sans relâche nos libertés.

ENEZ MANIFESTER LE SAMEDI 16 JANVIER à 14 heures, PLACE ARNAUD BERNARD A TOULOUSE !

Premiers signataires : Attac, BDS France Toulouse, CNRR31, DAL 31, Ensemble 31, FNEC FP FO 31, Fondation Copernic, FSU 31, Gauche Démocratique et Sociale 31, L'heure bleue, LDH 31, Le Parti de Gauche 31, Libre Pensée, MRAP31, NPA 31, Partit Occitan, POI 31, Reporters en Colère (REC), Syndicat National des Journalistes, Université Populaire de Toulouse ...

La manifestation, déclarée en préfecture, se déroulera en application du décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020, organisé avec rappel de l'application des consignes de sécurité sanitaire.